

JOURNÉE PARLEMENTAIRE DE L'ENFANT

Des sénateurs pas comme les autres

Le président de la chambre haute du Parlement, Abdelkader Bensalah, a présidé hier une session très particulière : l'arène parlementaire était occupée, par des «sénateurs» pas comme les autres.

Wassila Z. - Alger (Le Soir) - Le Conseil de la Nation a accueilli, hier, la quatrième édition de la Journée parlementaire de

l'Enfant. Quelque 153 brillants élèves des trois paliers de l'enseignement représentant les 48 wilayas et la communauté algérien-

PLUS DE 6 000 VISITEURS ATTENDUS Ouverture demain du Salon international de l'eau

Et de cinq pour le Salon international des équipements et services de l'eau d'Alger (SIEE Pollutec). La cinquième édition, prévue du 15 au 18 juin prochains, regroupera près de 300 exposants avec une prédominance d'entreprises internationales estimée à plus de 60% du total des exposants. Ils occuperont cette année un espace de 9 000 m², soit une progression de 15% par rapport à l'année dernière. Selon les organisateurs, pas moins de 6 000 visiteurs professionnels y sont attendus. Pour cette année, la participation algérienne est en nette progression puisque les entreprises nationales occuperont plus de 60% de la surface totale d'exposition. En plus des agences dépendant du ministère des Ressources en eau, seront également présentes les sociétés chargées de la réalisation des grands travaux hydrauliques. Du côté des participants étrangers, la France et l'Espagne se taillent la part du lion. La France disposera de son propre pavillon, qui accueillera 62 entreprises dont 44 % de nouveaux participants. L'Espagne, pour sa part, est présente avec 14 entreprises, qui occuperont 352 m². En parallèle, un colloque sera organisé. Le premier jour, les débats tourneront autour de la gestion et de l'optimisation des services publics de l'eau et de l'assainissement en milieu urbain. Durant la seconde journée, il sera question des «investissements durables dans le domaine des équipements de l'eau» tandis qu'un atelier s'intéressera au «traitement de l'eau potable» avec, comme problématique, la recherche de solutions locales alternatives à celle du chlore, actuellement utilisée en Algérie. «Deux jours durant, le 5^e colloque permettra aux collectivités locales et aux professionnels visiteurs du salon de s'informer et de se former sur les sujets d'actualité, les innovations technologiques, la réglementation, les expériences étrangères autour d'un débat de haut niveau» puisque, affirment les organisateurs, «le SIEE Pollutec proposera, en étroite coopération avec les acteurs clés du secteur de l'eau, cadres ministériels, entreprises exposantes, experts scientifiques internationaux, de faire le point sur les réalisations majeures et les priorités de la politique nationale en matière de gestion des services de l'eau et d'assainissement dans les grandes villes, et sur le management des projets avec un focus particulier sur les exigences des achats, de la maintenance et de l'exploitation des équipements hydrauliques».

Nawal Imès

ne établie à l'étranger ont pris part à cet événement. Ces jeunes sénateurs d'une journée ont pu défendre leur place dans la société et exposer leurs principaux problèmes et préoccupations relatifs, entre autres, aux divers domaines de l'éducation, l'enseignement, en passant par le sport, la famille et l'environnement.

A l'ordre du jour, des questions ont été adressées au président de l'Assemblée et au staff ministériel présent avec, notamment, les ministres de l'Education nationale, de l'Enseignement et de la Formation professionnels, de la Recherche scientifique, la Famille, des Collectivités locales et de la Jeunesse et des Sports.

Des interrogations à prendre au sérieux ! Pour

nos jeunes sénateurs, les préoccupations primaires s'articulaient autour de la vétusté des infrastructures scolaires et la présence de l'amiante dans certaines d'entre elles, au tabagisme, à la toxicomanie, le kidnapping, au manque de personnel enseignant, spécialement ceux de la langue française, dans les nouveaux établissements, sans oublier la prise en charge des enfants handicapés dans les écoles.

En outre, ils se sont interrogés sur les mesures à prendre pour arrêter la fuite des cerveaux, la hargne et la traite des enfants. Réagissant à ces interrogations, Rachid Harrouabia soutiendra que la fuite des cerveaux aurait beaucoup diminué.

Quant à une question relative à l'éventualité de

privatiser les universités, il sera formel «la loi est claire à ce sujet. Il n'y aura pas de privatisation de l'université».

Barkat, de son côté, concernant l'amélioration des prestations de santé en milieu scolaire, notamment dans les milieux ruraux, a rappelé que «1525 unités de soins et de prévention existent dans les établissements scolaires à travers le territoire national».

En outre, il mettra l'accent sur l'importance de l'hygiène pour venir à bout des maladies infectieuses. Dans ce sens, il souligne que son secteur, a permis «la vaccination de 96,45% des enfants».

Dans son intervention, le ministre de l'Education nationale, M. Boubekeur Benbouzid, a fait un making off de la politique de réfor-

me du système scolaire. Un secteur qui grignote, selon lui, 25 à 28% du budget de l'Etat soit 550 milliards de dinars, et a permis la scolarisation de 99,5% d'enfants. «Cela est l'équivalent du budget de 4 ou 5 pays voisins réunis», soutient Benbouzid.

Pour conclure, les élèves ont montré leur satisfaction quant au déroulement de cette session, qui est beaucoup plus une leçon d'éducation civique proposant de découvrir la fonction de législateur et de l'exercer l'espace d'une journée.

On dira, également, que cette dernière a permis aux sénateurs juniors d'apprendre le débat «démocratique», à l'algérienne...

W. Z.

PRISE EN CHARGE DE L'INSUFFISANCE RÉNALE

Absence de centres spécifiques pour les enfants atteints

L'insuffisance rénale chronique touche plus de 13 000 malades répartis sur 235 centres en Algérie. Outre une prise en charge insuffisante, la Fédération nationale des insuffisants rénaux (FNIR) alerte sur l'absence de centres spécifiques pour les enfants touchés par la maladie. L'hormone de croissance, vitale pour ces enfants, malgré son existence, n'est pas prescrite.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le président de la Fédération nationale des insuffisants rénaux, le Dr Boukhaloua Mustapha, qui a animé une conférence de presse hier, au forum d'El Moudjahid, a tiré la sonnette d'alarme sur la situation des personnes souffrant d'insuffisance rénale en Algérie.

Ce dernier a dressé un tableau peu reluisant de la situation de ces malades en relevant les défaillances de la prise en charge, et ce, malgré les efforts déployés

notamment dans la création de centres de dialyse à travers le pays.

Le président de la FNIR, conteste entre autres «le silence du ministère de la Santé, le manque d'une réglementation appropriée, l'inexistence de contrôle et la méconnaissance des mécanismes complexes de ces traitements qui ont induit des dérives collatérales à la santé du malade et aux deniers de l'Etat».

Ce dernier a souligné que l'Etat a mis le paquet

concernant les moyens de prise en charge.

Cependant, cet argent, précisera-t-il, est déboursé pour rien en l'absence d'une organisation et de contrôle. Il donnera à titre d'exemple, la fistule artérioveineuse, partie intégrante de l'hémodialyse, qui doit être pratiquée en milieu hospitalier alors que le malade continue de payer des frais allant de 10 000 DA à 25 000 DA par séance. «Il est inadmissible que des enfants subissent les conséquences de l'inconscience de ceux chargés de les soigner», a soutenu M. Boukhaloua.

Pis encore, la dialyse pédiatrique, selon le conférencier, n'est pas conforme aux normes médicales universelles. Ainsi, le kit d'accessoires utilisé pour les

enfants est le même que celui de l'adulte alors qu'il est commercialisé sur le marché local.

C'est également le cas de l'hormone de croissance. Un médicament indispensable pour assurer la croissance de ces enfants.

En dépit de sa disponibilité dans les pharmacies, elle n'est pas prescrite. Les raisons ? Le pédiatre et le néphrologue, non formés à cette spécialité, se renvoient la balle. Le président de la FNIR interpelle le ministre de la Santé pour mettre en place une formation en néphrologie pédiatrique.

Pour conclure, la fédération s'interroge sur le sort de ces malades dont le nombre de décès est en constante augmentation.

S. A.

PREMIÈRE CENTRALE DE RÉSERVATION TOURISTIQUE EN LIGNE

Hotelidh.com à la rescousse des professionnels

C'est une première pour les professionnels du tourisme et de l'hôtellerie. Ils pourront, désormais, bénéficier des services offerts par la première centrale de réservations hôtelières et touristiques en Algérie, Hotelidh.com, lancée officiellement hier

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Agences de voyages, hôteliers, compagnies aériennes, assureurs voyages, les professionnels du secteur du tourisme ont assisté, hier, au lancement du nouveau produit qu'est la centrale de réservations. Selon M. Oubellil, manager général d'Idhouar

Tours, Hotelidh.com est la première centrale en ligne du genre en Algérie destinée aux professionnels du tourisme. Selon ses initiateurs, elle a pour objectif de devenir l'interface indispensable à la commercialisation de tous les services hôteliers et touristiques qu'offre l'Algérie auprès des agences de voyages aux quatre coins du monde.

Ainsi, des milliers de destinations sont proposées à la clientèle en un simple clic. Hotelidh.com a été créé par IDH Tours, entreprise de tourisme et de voyages qui active depuis l'année 2001. Par ailleurs, grâce à ce nouveau système, les agences activant dans le

secteur à travers le monde entier bénéficieront de packages sur mesure et pourront réserver des hôtels, transferts, visites, excursions de façon individuelle. Ce système permettra, de ce fait, d'obtenir une seule et unique référence pour toutes les réservations.

En outre, la facturation sera électronique, outil qui permettra, selon les initiateurs de cette offre, aux agences de voyages de remplacer immédiatement les factures en papier par des factures électroniques. Hotelidh.com permettra aux hôtels de distribuer leurs offres via 73 400 agences de voyages dans le monde.

F.-Z. B.

Décès du professeur Lalliam

Le professeur Mustapha Lalliam, né en 1928 à Relizane, de père instituteur. Diplômé de la Faculté de médecine de Montpellier, en France, il avait rejoint Tunis pour échapper aux recherches policières avant d'être désigné comme médecin-chef de la Base de l'Est, sous le commandement de Abdelhaï Soufi.

Recruté par le colonel Amirouche Aït-Hammouda, lors de sa venue à Tunis en février 1957, il fut le premier praticien à franchir la ligne Morice pour servir, au mépris du danger, apporter aux combattants de la Wilaya III ses connaissances et sa science. Médecin chef de la Wilaya III, il succède au docteur Nafissa Hamoud, devenue son épouse. L'union était autorisée par le colonel Amirouche.

Fut prisonnier le 27 décembre 1957 à la suite d'une embuscade meurtrière à Draâ-Rif, près de Medjana (Bordj-Bou-Arréridj), il a séjourné successivement dans les prisons de Serkadji, Berrouaghia et El-Harrach. Libéré en 1961, il regagne la Suisse puis avec son épouse, la regrettée Nafissa Hamoud, il rejoint Tunis. Il occupe après l'indépendance, le poste de chef du service d'ophtalmologie, d'abord à l'hôpital Mustapha-Pacha puis à l'hôpital ex-Parnet qui porte désormais le nom de son épouse.

Député de Relizane pendant la législature de 1977, il prend sa retraite en 1989. Décédé hier 13 juin à l'hôpital Aïn-Naâdja, l'enterrement aura lieu aujourd'hui au cimetière familial de Tigzirt de Beni-Yenni.

R. N.